



ESPACE D'INTELLIGENCE TERRITORIALE - BÂTI-TROPICAL

ATELIER 2 - ECONOMIE CIRCULAIRE / ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE

11.10.2021

- Rappel de la démarche EIT de la CPME Réunion
- Présentation partenaires : Terres EFC Ocean Indien - CPME Réunion projet «Economie de la fonctionnalité»
- Table ronde thématique sur l'économie de la fonctionnalité



CONTEXTE & OBJECTIFS

1) LES CONTRATS DE FILIERES DE LA REGION REUNION

Identification de **6 filières prioritaires** par la Région Réunion en 2016 suite à l'adoption du **SRDEII** (Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation) :

Agroalimentaire - Bâti-tropical - Economie bleue - Ecotourisme - ENR - Numérique

Pour chacune de ces filières, des comités de filières se sont tenus afin d'établir une feuille de route des acteurs pour 3 ans pour :

- Fédérer les acteurs de la filière en développant la coopération ;
- Identifier les projets de la filière et partager l'information ;
- Partager les orientations et initiatives de l'Etat.

2) LA DEMARCHE ESPACE D'INTELLIGENCE TERRITORIALE DE LA CPME REUNION

- Le lancement de ces EIT est issu d'un projet présenté par la CPME Réunion dans le cadre du POE FEDER 2014-2020 mesure « Structuration de filières » ;
- La CPME Réunion est résolument engagée dans la structuration des filières, sur la base de la dynamique Ré-Enraciner l'Economie LocalE (REELLE) qui propose une **vision du développement économique durable fondée sur les échanges locaux** ;
- Le travail de la CPME Réunion sur 3 EIT (Agroalimentaire - Bâti-tropical - Numérique) s'inscrit en complémentarité avec celui des **contrats de filière** de la Région Réunion.

OBJECTIFS DES ATELIERS THEMATIQUES EIT DE LA CPME REUNION

- 1) Identifier des éléments de diagnostic et des pistes de solutions sur des problématiques d'intérêt commun en relation avec la thématique ;
- 2) Remonter les informations à la Région dans le cadre de ses travaux sur le SRDEII ;
- 3) Echanger et favoriser le partage et les retours d'expérience pour les entreprises

Au sein de cet EIT BÂTI-TROPICAL, 4 ateliers thématiques sont programmés de septembre à novembre 2021 à destination des entreprises réunionnaises :



Commande publique Internationalisation

le 27.09.21 de 9h à 11H



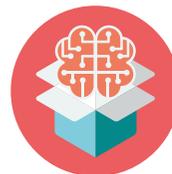
Economie circulaire Economie de la fonctionnalité

le 11.10.21 de 9h à 11H



Recrutement Formation

le 18.10.21 de 9h à 11H



Digitalisation des entreprises

le 08.11.21 de 9h à 11H



PRESENTATION DU CLUB TERRES D'EFC - Ocean Indien

FAVORISER L'ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE ET DE LA COOPERATION A LA REUNION

Créée en 2018, Terres EFC Océan Indien est une association regroupant des acteurs économiques de l'Océan Indien qui s'engagent dans de nouveaux modèles économiques et plus particulièrement celui de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération #EFC.

Cette dynamique vise à **expérimenter et déployer de nouvelles formes d'organisation et de production ou services répondant aux limites économiques, sociales et environnementales, dans une perspective de développement durable.**

➔ Entreprises TPE ou PME, instances publiques, collectivités, villes, ou associations :
l'EFC est adaptée à chacun d'entre nous

MISSIONS DU CLUB EFC OCEAN INDIEN

- Sensibiliser et donner de l'information sur l'EFC
- Former les acteurs économiques et dirigeants de La Réunion, Mayotte et Madagascar à l'EFC
- Accompagner les entreprises et porteurs de projets qui voudraient appliquer l'EFC
- Favoriser les retours d'expériences et espaces de réflexion lors d'ateliers et petits déjeuners
- Prôner la coopération et la mise en réseau entre La Réunion, la métropole et les autres clubs implantés dans le monde.



QUELLE DÉFINITION POUR L'ÉCONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ ET DE LA COOPERATION ?

L'EFC est un nouveau modèle économique qui vise à **concilier intérêts économiques, sociaux et environnementaux** en mettant au centre de l'organisation les effets utiles produits plutôt que la vente en grande quantité de biens ou de services. En d'autres termes, c'est **l'ensemble des transformations qui permettent de sortir d'un modèle centré sur l'accumulation et le volume.** L'enjeu est de parvenir à progresser vers un modèle qui redéfinit ce qui a de la valeur et la manière de la produire en fonction de l'utilité du bien ou du service produit.

QUELQUES EXEMPLES DE PARTENAIRES ACCOMPAGNES PAR TERRES EFC

- Terres EFC Ocean Indien a accompagné à La Réunion un **cabinet d'architectes à se centrer sur les besoins et les usages de leurs clients** : comment souhaitent-ils vivre dans le bâtiment ? Il s'agit d'apporter des réflexions sur l'idée du durable, de l'écologie, la valorisation de la lumière naturelle etc...Il accompagne également une entreprise traitant les déchets ménagers et une entreprise traitant les déchets du bois.

- Au niveau national, Terres EFC accompagne un bailleur social dans la question de l'usage du bâtiment, **l'AMENAGEMENT au sens large** et non simplement la construction de nouveaux quartiers : trafic routier, places de parking réutilisées durant la journée pour d'autres activités, espaces de co-working, création de potagers partagés, restauration...etc. Ici, il faut penser au delà de la simple équation : vivre + dormir. **La concertation avec les partenaires et les usagers locataires est essentielle dans la démarche EFC.**

Aliénor DE WOUTERS, Chargée de mission TERRES EFC : alienor.dewouters@terres-efc.fr



PRESENTATION DU PROJET ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE DE LA CPME REUNION

MISE EN CONTEXTE

- **2019** : l'ADEME et la Région Réunion lançaient un appel à projets sur le thème de l'économie circulaire.
 - 5 piliers identifiés, dont l'économie de la fonctionnalité
 - La CPME est retenue sur ce volet, en vue de créer un **Espace d'Intelligence Territorial (EIT)** dédié et d'activer le changement auprès des acteurs de l'île.
 - **Projet en trois phases**



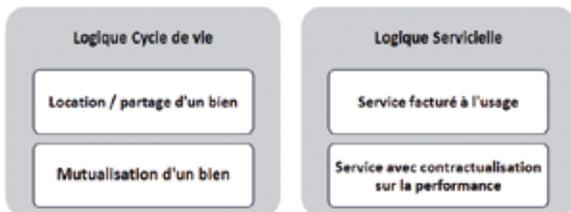
- **2020** : démarrage de l'étude préliminaire par Verso Consulting
 - Analyse du potentiel pour le territoire réunionnais
 - Crise Covid / ralentissement des ateliers
- **2021** : poursuite des actions de sensibilisations
 - Ateliers de groupe par filière et émergence de projets
 - Création et gestion de l'Espace d'Intelligence Territorial (EIT) pour l'économie de la fonctionnalité

➔ Plutôt que de créer un EIT, il a été décidé d'introduire le concept EF sous forme d'un atelier propre dans chaque EIT (Numérique, Agro, Bâti-tropical) + réaliser un mini-diagnostic auprès des TPE

LE CONCEPT – NOUVEAU MODÈLE

LOGIQUES CYCLE DE VIE ET SERVICIELLE

- Il n'y a plus de transfert de propriété de biens, qui restent la propriété du producteur tout au long de son cycle de vie, visant ainsi à allonger la durée de vie des biens.
- Les clients consentent à payer une **valeur d'usage** ou à **contractualiser une performance d'usage**



CHALLENGE ECONOMIQUE

- Réconcilier l'activité économique et le développement durable
- Nouvelle relation entre l'offre et la demande
- **VENDRE L'USAGE, PAS LE PRODUIT** est le slogan simplifié de l'économie de fonctionnalité.

CHANGER NOS MODES D'EVALUATION DES SOCIETES

Aujourd'hui, cette logique n'est pas encore bien comprise surtout par les partenaires financiers. C'est un vrai défi/enjeu pour nos schémas d'évaluation de la valeur des entreprises : il faut voir l'impact RSE de ce procédé.

UN CONCEPT A ADOPTER D'URGENCE

La démarche de la CPME est de montrer que ce modèle est possible et qu'au delà qu'il est même excellent pour les organisations et entreprises. Il faut arrêter d'attendre que cela change tout seul puisque cette démarche sera bientôt inéluctable : 1) nos ressources s'amenuisent de manière générale 2) en 2023, les entreprises de plus de 250 salariés devront produire des indicateurs non-financiers (RSE) pour toutes leurs démarches auprès des institutions notamment bancaires.

➔ Plus d'informations sur : www.impact.gouv.fr

QUELQUES EXEMPLES PEI D'ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE

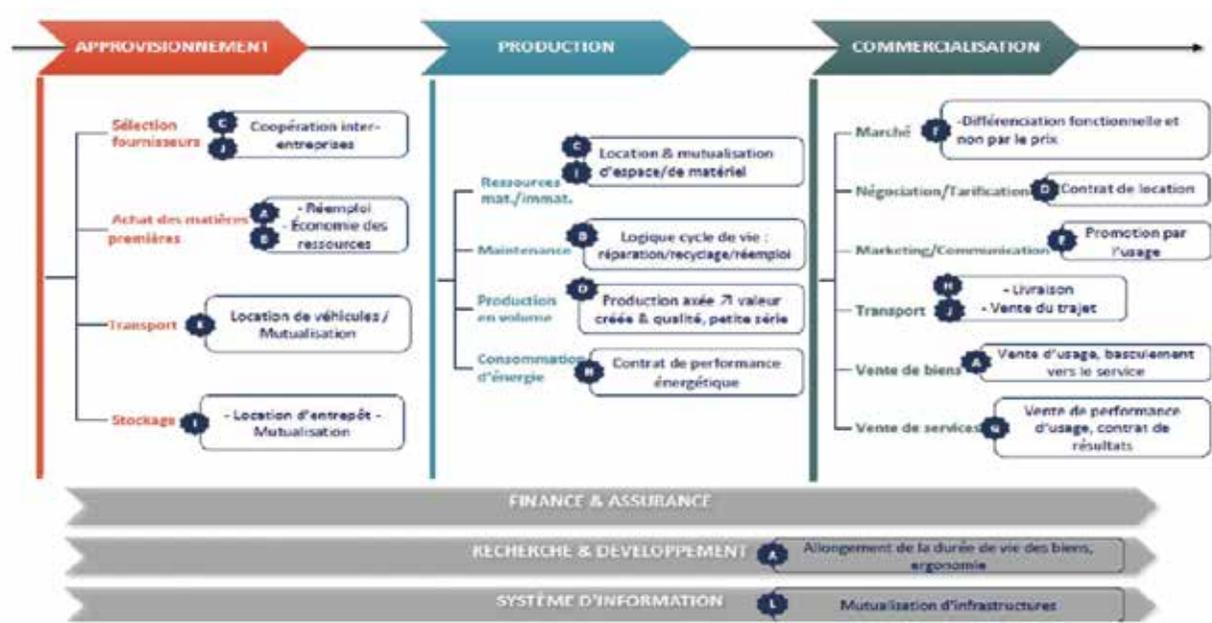
- Livraison à domicile de produits locaux
- Mutualisation d'espaces et de matériels
- Marketplace de services et de produits écologiques
- Plateforme et service de location entre particuliers
- Plateforme de covoiturage
- Location de matériel, de biens et services entre particuliers



Jean-Philippe PAYET, Délégué Général CPME Réunion : jppayet@cpmereunion.re



PRESENTATION DU PROJET ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE DE LA CPME REUNION



QUELQUES FREINS A L'APPLICATION DE L'ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE

- **MARCHE** : monopole des grands groupes, manque de sensibilisation des collectivités, commande publique peu adaptée aux nouveaux modèles (il faudrait avoir un indice de pondération sur des indicateurs non financiers), logique d'obsolescence encore répandue...
- **ORGANISATION** : crainte sur la rupture d'approvisionnement (contrainte insulaire), habitude et attachement au modèle actuel, cloisonnement des services actuels...
- **FINANCE** : complexité du business model, passage d'une logique de résultat rapide à celle de bénéfices à long terme, difficulté à convaincre de par la marginalité du modèle...
- **HUMAIN** : résistance au changement, attachement à la propriété matérielle, manque de visibilité
- **REGLEMENTATION** : manque de sensibilisation des acheteurs et relais, gestion des litiges et couverture du risque liés à la location/mutualisation, des réglementations encore strictes...

ECHANGES & DISCUSSION

• Dans l'application de l'économie de la fonctionnalité, le plus souvent nous allons être sur le volet commercialisation : offrir à ses clients des biens et services partagés, on travaille sur l'usage du bien et non pas sur sa vente directe. Un peu plus rare aujourd'hui, la mise en place de l'EF dans la partie approvisionnement et production. L'exemple de la collecte des bocaux avec l'UTAR : mise en place d'un procédé de collecte/récupération des bocaux auprès des clients (approvisionnement) + mutualisation sur un équipement de nettoyage de bocaux avec plusieurs entreprises (production)

• 2 enjeux majeurs sur le territoire réunionnais visant à montrer la nécessité d'adopter une démarche EFC dans le bâti-tropical, et plus généralement l'aménagement du territoire :

- 1) Manque de place (île) donc optimisation des surfaces construites disponibles
- 2) Manque de ressources/matériaux sur le territoire donc évolution des techniques de construction / aller vers une généralisation des chantiers zéro déchets

➔ Ce qui nous amène à mener une réflexion globale sur la pluri-utilisation potentiel des bâtiments, avoir une plus grande modularité dans l'utilisation du bien.

• La question du PRAEC (Plan Régional d'Action en faveur de l'Economie Circulaire) pas vraiment porté et adopté par la collectivité régionale est posée. Il est nécessaire d'avoir un cadre pour pouvoir mettre en place stratégies et actions.

• L'IEEFC a modélisé l'EFC mais évidemment les secteurs géographiques vont avoir des spécificités/besoins propres. La Réunion n'est pas pareille que la métropole. De plus, même sur notre propre territoire de grandes différences existent entre le nord et le sud. L'idée dans la mission de Terres EFC c'est avant tout de pousser les entreprises et institutions à se lancer, de les autonomiser et non de leur tenir la main sur des années.

«Le bâti-tropical n'est pas du bâti-tropical si nous ne réussissons pas à calculer les coûts que nous avons évités.»

Jean-Philippe PAYET, Délégué Général CPME Réunion : jppayet@cpmereunion.re



ATELIER #2

ECONOMIE CIRCULAIRE / ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE



TABLE RONDE : Concevoir, Construire , Entretenir , Déconstruire

Quelles difficultés pour CONCEVOIR durablement un bâtiment à La Réunion? Quelles difficultés pour CONSTRUIRE durablement à La Réunion ?
Quelles difficultés pour ENTRETENIR durablement un bâtiment à La Réunion ? Quelles difficultés pour DECONSTRUIRE durablement à La Réunion ?

- 1 MANQUE DE REFLEXION GLOBALE / CHANGEMENT DE MENTALITE** : Concevoir, Construire , Entretenir , Déconstruire - il faut veiller à ne pas séparer les 4 actions . La construction d'un bâtiment doit inclure dès le départ les 3 autres phases de vie du bâtiment et intégrer la démarche EF.
- 2 PEU DE CONSULTATION CITOYENNE** : il faut consulter le citoyen dès le départ dans une démarche EFC Bâti-tropical afin de prendre en considération son opinion le plus en amont possible.
- 3 MANQUE DE CADRE / REGLEMENTATION** : Il y a beaucoup d'initiatives individuelles sur l'EF et l'environnement mais le manque d'injonctions réglementaires fait que c'est encore au bon vouloir de chacun. Il faut aménager le code public et il faut que cela vienne de l'Etat directement. Faire porter le PRAEC réellement par la nouvelle mandature régionale. Il faut une réelle volonté et implication des politiques locaux.
- 4 MANQUE DE CONNAISSANCES / COMPETENCES DES ACTEURS** : il faut sensibiliser et former plus à la démarche, celle-ci ne sera effective que par la force de l'engagement des hommes. Privilégier les REX pour faire comprendre que ce modèle fonctionne réellement.
- 5 PROBLEMATIQUE FINANCIERE** : RECYCLER est souvent plus coûteux que détruire un bâtiment, avoir une démarche RSE demande plus d'investissements à court terme pour l'acheteur alors que les effets à long terme sont meilleurs et souvent moins coûteux (moins de réparations, rénovation). Le prix des matériaux locaux biosourcés est trop élevé bien qu'il faut aussi alors calculer l'impact carbone de matériaux moins chers venant de l'autre bout du monde

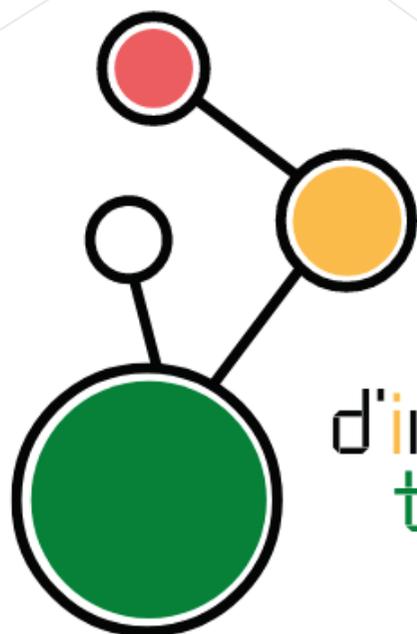


TABLE RONDE : Concevoir, Construire, Entretien, Déconstruire

Quelles difficultés pour CONCEVOIR durablement un bâtiment à La Réunion? Quelles difficultés pour CONSTRUIRE durablement à La Réunion ?
Quelles difficultés pour ENTRETENIR durablement un bâtiment à La Réunion ? Quelles difficultés pour DECONSTRUIRE durablement à La Réunion ?

- 6 **INNOVATION PEU COMPATIBLE AVEC CONSTRUCTION ?** : les entreprises ont peur d'innover car la prise en compte des dommages et risques dans le domaine de la construction n'est pas adaptée à une stratégie d'innovation. La garantie décennale n'est pas adaptable a volonté. On ne peut rentrer du coup qu'uniquement dans une logique d'expérimentation et non de production. manque de jurisprudence sur ce type de marché.
- 7 **PROBLEMATIQUE DE L' ACHAT PUBLIC :** 1) sensibilisation des acheteurs publics : les indicateurs RSE sont très peu pris en compte dans la commande publique, le plus souvent oubliés par manque d'intérêt, pour aller plus vite et moins s'embêter (peur de mal faire par manque de compétences). 2) mécanique de fonctionnement des collectivités : différenciation entre budget d'investissement (achat du bâtiment) et budget de fonctionnement (entretien, restauration) qui fait que le principe EF est difficilement applicable
- 8 **MANQUE DE SOURCING :** il faut pouvoir sourcer ce qui est fait sur le territoire, en terme de produits et de services liés au bâti-tropical, puis travailler ensemble avec les acheteurs à la construction des cahiers des charges (exemple de la Cinor qui met en place en amont des AO des comités d'experts pour aborder ce genre de réflexions)
- 9 **PEU DE RECONNAISSANCE/VALORISATION DES ACTEURS JOUANT LE JEU :** créer une charte d'engagement 974, un label local reconnu (critères différents par rapport à la métropole) pour inciter et mettre en avant ceux qui font cet effort - politique incitatif. Ce label doit pour fonctionner être porté par les acteurs du territoire, les politiques notamment
- 10 **TROUVER UN ACTEUR POUR PORTER LA DEMARCHE (LABEL) :** un comité multi-entité porté par les plus grandes instances de la Réunion ? Il y a une réelle difficulté à trouver un acteur qui se chargerait d'animer cela, de créer des moments favorisant les retours d'expérience, de faire une veille juridique et réglementaire, d'accompagner et conseiller les entreprises dans leurs démarches.





espaces
d'intelligence
territoriale

**VALORISONS LES SAVOIR-FAIRE
AVEC LA STRUCTURATION DE FILIÈRES !**



Ce projet est co-financé par l'Union européenne et la Région Réunion

PARTICIPANTS À L'EIT BÂTI-TROPICAL - ATELIER #2 ECONOMIE CIRCULAIRE / ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE

Jean-Philippe PAYET - Délégué Général CPME Réunion

Franck AH-KIT - Chargé de mission CPME Réunion

Valérie BILLAUD - Chargée de mission CPME Réunion

Indra PERIANMODELY - Chargée de mission CPME Réunion

Tom BOURGAUT - CIRBAT & CMAR

Amélie FAGES - Groupe FAGES

Kim MARTINEZ - CMAR

Rémy MEIN - Représentant SBA - ADIR

Claudette GUIRRIEC - LPME

Aliéonor DE WOUTERS - Terres EFC Ocean Indien

Sarah BAREIGTS - Pacte Transition Citoyenne / AFIE974

Léo KICHENASSAMY ALAMELOU - Pacte Transition

Citoyenne/AFIE974

Garry RIVIERE - Directeur PIA CMQ CANOPIA - UNIVERSITÉ DE
LA RÉUNION

Laura DELEERSNYDER - Directrice cabinet conseil INLOVATION

Contact : Franck Ah-Kit - fahkit@cpmereunion.re - 0262 96 43 16

**ESPACE D'INTELLIGENCE TERRITORIALE - BÂTI-TROPICAL
ATELIER#2 - ECONOMIE CIRCULAIRE / ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE
11.10.21 - page 8/8**

